Le gouvernement péruvien envisage la possibilité d'accepter l'amnistie d'Alberto Fujimori

Lima, 9 avril (RHC)- Le gouvernement du Pérou est disposé à respecter un éventuel verdict de la Cour Inter-américaine des Droits de l'Homme contre l'amnistie de l'ex-gouvernant Alberto Fujimori.

Rappelons que le gouvernement péruvien actuel à amnistié soit-disant pour des raisons humanitaires l'ex-président Alberto Fujimori qui purgeait une peine de 25 ans de prison

pour crimes de lèse humanité. Son implication dans des massacres a été prouvée.

Dans des déclarations à la presse à Lima, le premier ministre César Villanueva a expliqué que si les fondements de la décision sont consistants, le gouvernement devra respecter les traités et faire marche arrière à l'amnistie.

Des organisations de droits de l'homme et des proches des victimes de ces massacres ont dénoncé, parce qu'illégale, l'amnistie devant ce tribunal dont l'instance préliminaire, la Commission des Droits de l'Homme est d'accord avec les plaignants.

Le groupe parlementaire du Front Large, parti progressiste, a demandé à la justice de dicter la prison préventive contre Keiko Fujimori, la fille aînée de l'ex-gouvernant et contre l'ex-président Alan García dont les campagnes ont été financées par l'entreprise brésilienne du bâtiment Odebrecht au centre d'un scandale de corruption.

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/159472-le-gouvernement-peruvien-envisage-la-possibilite-daccepter-lamnistie-dalberto-fujimori

Radio Habana Cuba